

pays. Aides financières, mesures réglementaires, incitations en tout genre... Les gouvernements favoriser. Tour d'horizon.

allemand et américain



Etats-Unis : *my rural telco is rich !*

par **Winston Maxwell**, avocat associé, Hogan & Hartson

Malgré un taux de disponibilité d'environ 95%, seulement 63% des foyers américains choisissent de s'abonner à l'Internet haut débit. L'équipement des zones rurales en haut débit aux Etats-Unis est une question de l'offre mais aussi de la demande. Ainsi, le plan de relance de l'administration Obama prévoit-il d'allouer 7,2 milliards de dollars au développement du haut débit, surtout dans les zones blanches et grises. Les fonds seront alloués par le Département du commerce (NTIA) à hauteur de 4,7 milliards et par le Département de l'agriculture (RUS) pour 2,5 milliards.

Le NTIA et le RUS ont lancé en juillet 2009 un appel à candidatures pour allouer la première tranche de subventions de 4 milliards. 2.200 demandes ont été reçues pour un total de 28 milliards de subventions, soit sept fois plus que le montant des fonds disponibles. Les résultats de cette première tranche seront annoncés prochainement. Les projets visent le développement de la boucle locale en fibre ou en radio, le déploiement de réseaux de collecte, ou le développement de la demande, surtout en zones rurales. Parmi les candidats figurent aussi bien des réseaux d'initiative publique, avec des règles similaires à celles applicables en France, que des projets 100 % privés. Avant d'être communiqué à l'administration fédérale, chaque projet doit passer une première phase de

sélection au niveau de chaque état, qui parraine les projets sélectionnés. Les réseaux recevant une subvention doivent appliquer des règles de neutralité et de non-discrimination, ce qui explique que les trois grands opérateurs américains - AT&T, Verizon et Qwest, se sont généralement abstenus de soumettre des propositions.

Le plan de relance ne représente qu'une petite partie des subventions accordées à l'aménagement rural. Le fonds américain de service universel alloue en effet chaque année environ 7,1 milliards de dollars de subventions à quatre catégories de bénéficiaires : les foyers à revenus modestes pour le service téléphonique (0,8 Mds/an), les opérateurs fournissant un service téléphonique dans des zones à coût élevé (4,4 Mds/an), les services de télécoms pour les écoles et bibliothèques (1,7 Mds/an), et les télécoms pour la santé en zone rurale (0,05 Mds/an).

Plus on investit, plus on touche

Les subventions d'opérateurs en zones à coût élevé représentent la plus forte masse financière, et aussi la catégorie la plus controversée. Epinglé récemment par l'équivalent U.S. de la Cour des comptes, le programme de subventions pour ces opérateurs est critiqué, notamment parce qu'il est alloué non pas en fonction des mérites de tel ou tel projet rural, mais en fonction du

statut réglementaire du bénéficiaire. Pour simplifier, le programme verse des subventions essentiellement aux opérateurs ayant le statut réglementaire d'opérateur rural, ce qui est le cas de 1200 opérateurs aux Etats-Unis. La subvention est fondée sur le montant des investissements effectués par ces opérateurs. Plus ils investissent, plus ils touchent.

Le programme subventionne les investissements portant sur le réseau téléphonique, mais les bénéficiaires modernisent en même temps leur réseau pour fournir du haut débit. Selon la FCC, 91% des lignes des opérateurs ruraux sont capables de fournir plus de 200 Kb/s et 50% plus de 3 Mb/s, ce qui est un taux élevé s'agissant de zones rurales. AT&T, Verizon et Qwest ne touchent que 14% de ces subventions mais couvrent une grande partie de la population rurale. Selon la FCC, 82% des lignes actuellement inéligibles à l'ADSL appartiennent à l'un de ces grands opérateurs et seulement 18% aux opérateurs ruraux, ce qui reflète la relative richesse des opérateurs ruraux par rapport aux grands lorsqu'il s'agit de zones rurales.

Le mode d'allocation : un sujet sensible

Pour compléter le tableau des aides au développement du haut débit en zone rurale, il faut mentionner les prêts « haut débit » accordés depuis 2002 par le département de l'agriculture (1,2 milliard) et les subventions accordées au

niveau de chaque état, par exemple le fonds californien pour les services avancés (CASF), à hauteur de 100 millions.

Le statut et les privilèges des 1 200 opérateurs ruraux américains qui bénéficient, depuis 1996, d'un statut dérogatoire, y compris pour les tarifs d'interconnexion, est un sujet politiquement sensible. Selon la Cour des comptes américaine, il serait ainsi plus opportun d'allouer les subventions en fonction des qualités intrinsèques de chaque projet, et non en fonction du statut réglementaire de l'opérateur local. De plus, il faudrait imposer des critères de sélection fondés sur l'efficacité, comme par exemple un système d'enchères à l'envers. Actuellement, les besoins du fonds de service universel augmentent de 9% par an alors que sa source de financement⁽¹⁾ se réduit chaque année. Une proposition de loi pour réformer le système a été déposée en novembre, et la FCC lancera probablement un programme de réforme en février, dans le cadre de son plan haut débit.

⁽¹⁾ L'assiette du prélèvement pour le service universel est le montant facturé au consommateur pour les services long-distance.



HOGAN & HARTSON

L'ARCEP en mission aux USA

Mieux connaître le marché américain du haut débit, et surtout approfondir le rôle des collectivités territoriales dans la couverture haut débit aux Etats-Unis : tel était l'objet de la mission d'étude réalisée en septembre dernier par Daniel-Georges Courtois et Denis Rapone, membre de l'Autorité, qui ont pu, à cette occasion, s'entretenir avec des membres du collège de la FCC. La couverture haut débit demeure un enjeu politique, économique et social fort aux Etats-Unis, dont l'administration Obama

s'est saisie début 2009 dans le cadre du plan de relance de l'économie américaine. Un fonds fédéral d'une valeur de 7,2 milliards de dollars, sur les 789 milliards du plan de relance, a été voté et versé au Département du Commerce (NTIA) et au Département de l'agriculture (RUS). Ce fond permettra d'attribuer des subventions ou des garanties de prêts à des projets locaux ayant pour objet de couvrir en haut débit des zones non ou mal desservies.



Commissioner Meredith Attwell Baker (membre du collège de la FCC), entourée de **Denis Rapone** (à gauche) et **Daniel-Georges Courtois** (à droite), membres de l'ARCEP